

Sites : Henri Mondor – Albert Chenevier – Emile Roux –  
Dupuytren – Georges Clemenceau

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES**

**Consultation n° HMN25A03SRV du 01/07/2025**

**MARCHE A PROCEDURE ADAPTEE**

**(en application des articles L2123-1, R2123-1 et R2123-13 du code de la commande publique)**

Objet : Prestations d'élimination des nuisibles, dératisation, désinsectisation, désinfection et lutte contre les pigeons pour le compte des hôpitaux du Groupe Hospitalo-universitaire Henri Mondor.

## SOMMAIRE

ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHÉ .....	3
ARTICLE 2. DOCUMENTS CONTRACTUELS .....	5
ARTICLE 3. PRIX DE REGLEMENT .....	5
ARTICLE 4. COMMANDE - LIVRAISON - CONDITIONNEMENT - RECEPTION - ADMISSION.....	7
ARTICLE 5. MODALITE DE REGLEMENT .....	8
Article 6 : PAIEMENT, INTERETS MORATOIRES ET INDEMNITES FORFAITAIRE ET COMPLEMENTAIRE POUR FRAIS DE RECOUVREMENT .....	9
Article 7 : CONTRÔLE, OPERATIONS DE VERIFICATIONS ET SUIVI DU MARCHE .....	10
Article 8 : SOUS TRAITANCE .....	10
Article 9 : OBLIGATIONS DU PRESTATAIRE .....	11
Article 10 : PENALITES.....	13
Article 11 : RESPONSABILITES - ASSURANCES.....	15
Article 12 : RESILIATION DU MARCHE.....	16
Article 13 : LITIGES.....	17
Article 14 : NANTISSEMENT ET CESSIONS DE CREANCES .....	18
Article 15 : RETENUE ET GARANTIE/CAUTIONNEMENT.....	18
Article 16 : AVANCE .....	18
Article 17 : TRANSFERT D'ACTIVITE .....	18
Article 18 : DEROGATION .....	18

## ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHÉ

Le marché a pour objet « les prestations d'élimination des nuisibles, dératisation, désinsectisation, désinfection et lutte contre les pigeons » pour le compte des hôpitaux Universitaires Henri Mondor, sites Henri Mondor, Albert Chenevier, Emile Roux, Dupuytren et Georges Clemenceau, CMP Aristote et CMP Mozart.

Le Groupe Hospitalo-Universitaires AP-HP Hôpitaux Universitaires Henri Mondor fait partie de l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris (AP-HP).

L'Assistance Publique - Hôpitaux de Paris est un établissement public de santé dont fait partie le groupe Hospitalo-Universitaires AP-HP Hôpitaux Universitaires Henri Mondor composé des sites Henri-Mondor, Albert Chenevier, Emile Roux, Dupuytren et Georges Clémenceau.

Site	Adresse
<b>HENRI MONDOR</b>	1 Rue Gustave Eiffel 94010 CRETEIL
<b>ALBERT CHENEVIER</b>	40 Rue de Mesly 94000 CRETEIL
<b>EMILE ROUX</b>	1 Avenue de Verdun 94450 LIMEIL BREVANNES
<b>DUPUYTREN</b>	1 Avenue Eugène Delacroix 91210 DRAVEIL
<b>GEORGES CLEMENCEAU</b>	1 Rue Georges Clémenceau 91750 CHAMPCUEIL
<b>CMP Aristote</b>	21 rue Olof Palme 94000 Créteil
<b>CMP Mozart</b>	1 allée Mozart 94470 Boissy St Léger

Les prestations concernent l'ensemble des sites des hôpitaux Universitaires Henri Mondor ainsi que le CMP Aristote de Créteil et le CMP Mozart de Boissy St Léger.

### 1. Forme du marché

Conformément aux dispositions des articles R2123-1, R2123-5, R2131-12, R2131-18 du code de la commande publique, le marché est passé selon la procédure adaptée.

Le marché prendra par ailleurs, la forme d'un accord cadre mono-attributaire dont l'exécution est assurée par le biais de bons de commande (articles R2162-1 à R2162-6 et R2162-13 à R2162-14 dudit Code).

Hôpitaux Universitaires Henri Mondor	Consultation n° HMN25A03SRV	3/18
--	-----------------------------	------

## **2. Durée du marché**

Le marché est conclu à compter de la date de notification pour une durée de 48 mois, éventuellement résiliable sans indemnités à la seule initiative du groupe hospitalo-universitaire AP-HP. Henri Mondor de l'Assistance Publique - Hôpitaux de Paris, 6 mois avant sa date d'échéance.

Le marché pourra être résilié sans indemnités à la seule initiative du groupe hospitalo-universitaire AP-HP. Henri Mondor, dès lors qu'un marché central aura été notifié.

## **3. Définition de la prestation**

Le détail de la prestation, objet du marché, est précisé dans l'acte d'engagement et dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières.

En application de l'article R2162-4 du code de la commande publique, le marché est conclu avec un montant minimum et avec un montant maximum.

Le groupe hospitalo-universitaire AP-HP. Henri Mondor s'engage sur un montant minimum correspondant à la part forfaitaire sur la durée du marché.

Le titulaire s'engage sur un montant maximum correspondant au montant minimum auquel s'ajoute la part à bons de commande augmentée de 25 % sur la durée du marché.

Si le montant maximum du marché est atteint, le marché sera résilié de plein droit et sans indemnité.

## **4. Variantes**

Ce marché ne comporte aucune variante.

Aucune variante ne pourra être proposée par le titulaire en cours de marché.

## **5. Prestations supplémentaires :**

Ce marché ne comporte aucune Prestation Supplémentaire Eventuelle

Aucune Prestation Supplémentaire Eventuelle ne pourra être proposée par le titulaire en cours de marché.

## **6. Décomposition en lots**

Lot unique à tous les sites afin d'assurer une réponse sur l'ensemble des sites du groupe hospitalo-universitaire Hôpitaux Universitaires Henri Mondor et des prix uniques pour tous les sites.

Hôpitaux Universitaires Henri Mondor	Consultation n° HMN25A03SRV	4/18
--	-----------------------------	------

## ARTICLE 2. DOCUMENTS CONTRACTUELS

Le marché est régi par les documents mentionnés ci-après, qui, en cas de dispositions contradictoires, prévalent dans l'ordre suivant :

- 1) L'acte d'engagement et ses annexes financières (DPGF + BPU) ;
- 2) Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
- 3) Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses annexes ;
- 4) Tout document déposé avec l'offre ;
- 5) Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de fournitures courantes et de services (CCAG FCS) en vigueur à la date de la publication des avis de mise en concurrence ;
- 6) Les bons de commande établis par le groupe hospitalo-universitaire AP-HP. Henri Mondor au fur et à mesure de leur émission.

## ARTICLE 3. PRIX DE REGLEMENT

### I. Contenu du prix

Les prix du présent marché comprennent tous les frais et dépenses nécessaires à l'exécution de la prestation.

Les prix de règlement s'entendent comme des prix nets TTC au taux de TVA en vigueur au jour du règlement de la prestation. Les prix sont réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation.

Le titulaire certifie que les prix et tarifs de référence stipulés à l'acte d'engagement et figurant dans l'annexe financière, n'excèdent pas ceux du tarif pratiqué pour l'ensemble de sa clientèle. Le titulaire s'engage à fournir au groupe hospitalo-universitaire AP-HP. Henri Mondor toutes les justifications permettant de vérifier cette conformité.

Les prix s'entendent :

- En euros, avec au maximum trois décimales.
- Hors taxes.

### II. Forme des prix

En application de l'article R. 2112-6 du Code de la commande publique le marché est à prix mixte comprenant :

- une partie à prix global et forfaitaire (art. R2112-6 -2) correspondant aux prestations préventives définies dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières et chiffrées dans l'annexe financière de l'acte d'engagement (Décomposition du Prix Global et Forfaitaire – DPGF)
- une partie à prix unitaire (art. R2112-6-1) correspondant aux prestations curatives (selon les prix indiqués dans le Bordereau de Prix unitaires (BPU).

Le marché sera donc également un accord cadre mono-attributaire déterminé dans tous ses éléments au sens de la Directive 2014/24/UE du 26 février 2014 (contrat cadre), c'est-à-dire d'un accord-cadre à bons de commande au sens des articles R. 2162-2, R. 2162-13 et R. 2162-14 du code de la commande publique.

Hôpitaux Universitaires Henri Mondor	Consultation n° HMN25A03SRV	5/18
--	-----------------------------	------

### III. Evolution des prix dans le temps

Les prix du marché réputés pratiqués à la date de notification seront fermes pour la première année. Ils pourront faire l'objet d'une révision à chaque date anniversaire du début du marché.

La révision est réglée par les dispositions suivantes :

Indices INSEE consultables sur le site : <https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/010546344>

I = Indice : Rubriques Indices et Séries Statistiques / Indices des prix de production des services français pour l'ensemble des marchés (BtoAll) – CPF 81.21 – Services de nettoyage courant des bâtiments

Identifiants : 010766742

#### Formules utilisées :

1ère révision :  $P1 = P0 (0,15 + 0,85 (I1 / I0))$

#### Avec :

P1 : prix de règlement après la première révision

P0 : prix de l'offre figurant sur l'acte d'engagement

I1 : dernier indice connu définitif publié un mois avant la date d'effet de la première révision

I2 : indice du mois de début de marché

2ème révision  $P2 = P1 (0,15 + 0,85 (I2 / I1))$

#### Avec :

P2 : prix de règlement après la 2ème révision

P1 : prix de règlement après la 1ère révision

I2 : dernier indice disponible à la date d'effet de la 2ème révision

I1 : dernier indice disponible à la date d'effet de la 1ère révision

3ème révision  $P3 = P2 (0,15 + 0,85 (I3 / I2))$

#### Avec :

P3 : prix de règlement après la 3ème révision

P2 : prix de règlement après la 2ème révision

I3 : dernier indice disponible à la date d'effet de la 3ème révision

I2 : dernier indice disponible à la date d'effet de la 2ème révision

#### a) Modalités de révision

Les coefficients de révision sont calculés à trois décimales et arrondis au centième le plus voisin.

Le titulaire fait parvenir deux mois avant la date anniversaire de la date de notification du marché, au Département des Marchés Publics du groupe hospitalo-universitaire AP-HP. Hôpitaux Universitaires Henri Mondor, son éventuelle demande de révision des prix, et ce, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception postal.

Cette demande est accompagnée des nouveaux prix et d'une note explicative de l'évolution.

Les révisions de prix du titulaire s'entendent prix par prix.

Le Département des Marchés Publics du groupe hospitalo-universitaire AP-HP. Hôpitaux Universitaires Henri Mondor transmet par courrier ou par mail son accord ou son refus (en cas de dépassement de tarifs ou de retard dans les délais de transmission au Département des Marchés Publics du groupe hospitalo-universitaire AP-HP. Hôpitaux Universitaires Henri Mondor).

Hôpitaux Universitaires Henri Mondor	Consultation n° HMN25A03SRV	6/18
--	-----------------------------	------

Dès la décision d'acceptation, les nouveaux tarifs sont applicables à compter de la date anniversaire du présent marché.

Après acceptation par le groupe hospitalo-universitaire AP-HP. Hôpitaux Universitaires Henri Mondor, les nouvelles conditions de prix validées donneront lieu à l'établissement d'une nouvelle annexe financière qui, une fois visée par le titulaire et le groupe hospitalo-universitaire AP-HP. Hôpitaux Universitaires Henri Mondor, se substituera à la précédente, sans qu'il soit nécessaire de conclure un avenant.

Le tarif de facturation est celui en vigueur à la date de début du présent marché.

Clause butoir :

L'augmentation annuelle du prix est fixée au maximum à 2 %.

a) Clause de sauvegarde

Dans l'impossibilité d'un accord entre le prestataire et le groupe hospitalo-universitaire AP-HP. Hôpitaux Universitaires Henri Mondor, si l'augmentation de prix résultant de la révision est supérieure de 2 %, le groupe hospitalo-universitaire AP-HP. Hôpitaux Universitaires Henri Mondor se réserve la possibilité de résilier le marché sans que le titulaire ne puisse prétendre à aucune indemnité.

**Application des nouveaux tarifs**

Les prix indiqués dans l'acte d'engagement du titulaire seront appliqués sur les surfaces réellement nettoyées et ayant fait l'objet d'un bon de commande.

**ARTICLE 4. COMMANDE – LIVRAISON – CONDITIONNEMENT – RECEPTION - ADMISSION**

**1. Bon de commande**

L'exécution du présent marché est subordonnée à l'émission de bons de commandes par la Direction des Achats, des services Economiques, de la Logistique et de la Transformation du groupe hospitalo-universitaire AP-HP. Henri Mondor.

Les bons de commande émis pendant la validité du marché pourront être honorés postérieurement au terme de la validité du marché, et ce, pendant une durée maximale de 2 mois après le terme du marché.

**2. Contenu du bon de commande**

Les bons de commande qui seront établis et signés par le Directeur des Achats, des services Economiques, de la Logistique et de la Transformation du groupe hospitalo-universitaire AP-HP. Henri Mondor ou son représentant, sont transmis au titulaire soit par télécopieur, soit par mail et doivent mentionner très précisément :

- La référence du marché ;
- Le numéro du bon de commande du Groupe hospitalo-universitaire AP-HP. Henri Mondor ;
- La désignation de la fourniture ;
- Les quantités commandées ;
- Le prix (HT, TTC et TVA) en référence au prix contractuel comme mentionné à l'annexe financière de l'acte d'engagement ;

Hôpitaux Universitaires Henri Mondor	Consultation n° HMN25A03SRV	7/18
--	-----------------------------	------

- La date d'envoi ;
- La date de livraison.

## ARTICLE 5. MODALITE DE REGLEMENT

L'administration se libérera des sommes dues en exécution du présent marché en faisant porter les montants au compte bancaire ou postal indiqué à l'acte d'engagement.

Les règlements auront lieu, à terme échu, après constat du service fait dans les conditions suivantes :

### 1. Remise et acceptation des factures

Une facture est établie pour chaque commande après constat du service fait.

Le titulaire remet chaque facture en 1 exemplaire, en précisant les sommes auxquelles il prétend du fait de l'exécution du marché et en donnant tous les éléments de détermination de ces sommes au format dématérialisé sur le site : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Avec le numéro de SIRET APHP 267 500 452 000 11

Portail CP 2017

Les factures ne doivent comporter aucune condition générale de vente.

### 2. Modalités complémentaires de règlement des comptes

Chaque facture comportera les mêmes indications que celles qui figurent sur le marché :

- nom et adresse du créancier
- code du site hospitalier
- n° de son compte bancaire ou de son C.C.P. tel que précisé sur l'acte d'engagement
- les n° de SIRET ou SIREN et du registre du commerce
- le code APE
- le numéro de marché
- le n° de la facture
- le(s) numéro(s) de bon(s) de commande et leur(s) date(s)
- la désignation explicite des prestations facturées.
- les prix de références du marché
- le montant total hors taxe de la facture
- le taux et le montant des taxes
- le montant total toutes taxes comprises de la facture.

Hôpitaux Universitaires Henri Mondor	Consultation n° HMN25A03SRV	8/18
--	-----------------------------	------



## **ARTICLE 6. PAIEMENT, INTERETS MORATOIRES ET INDEMNITES FORFAITAIRE ET COMPLEMENTAIRE POUR FRAIS DE RECouvreMENT**

### **1. Paiement**

L'exécution du marché sera financée par le budget du Groupe Hospitalo-Universitaire AP-HP. Henri Mondor. En application de l'article R.2192-11 du code de la commande publique relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique, le délai de paiement est de 50 jours à compter de la présentation de la demande de paiement.

L'administration se libérera des sommes dues en exécution du présent marché en faisant porter les montants au compte bancaire ou postal indiqué à l'acte d'engagement.

Le Comptable assignataire des paiements est Monsieur Le Directeur Spécialisé des Finances Publiques pour l'Assistance Publique - Hôpitaux de Paris.

Le défaut de paiement dans les délais, ne permet pas au prestataire la suspension de la prestation, objet du présent marché.

### **2. Intérêts moratoires, indemnités forfaitaire et complémentaire pour frais de recouvrement**

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire ou du sous-traitant payé directement, conformément à la réglementation en vigueur notamment aux dispositions de l'article R.2192-11 du code de la commande publique relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique.

Ce délai est néanmoins suspendu en cas de rejet de la demande de paiement par le représentant du pouvoir adjudicateur à des fins de correction jusqu'à la remise d'une nouvelle facture en bonne et due forme.

Le dépassement du délai de paiement ouvre de plein droit et sans autre formalité pour le titulaire du marché, à compter du jour d'expiration du délai de 50 jours au bénéfice d'intérêts moratoires.

Les intérêts moratoires ne sont pas assujettis à la taxe sur la valeur ajoutée.

Le taux des intérêts moratoires applicables est le taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne à ses opérations de refinancement majoré de 8 points.

Conformément aux articles R2192-35 et R2192-36 du Code de la commande publique, le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros. Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq jours suivant la mise en paiement du principal.

Hôpitaux Universitaires Henri Mondor	Consultation n° HMN25A03SRV	9/18
--	-----------------------------	------

## ARTICLE 7. CONTRÔLE, OPERATIONS DE VERIFICATIONS ET SUIVI DU MARCHÉ

Les vérifications sont effectuées sur la base des articles 22 à 25 du CCAG – FCS.

Le groupe hospitalo-universitaire AP-HP. Henri Mondor se réserve le droit de contrôler à tout moment la bonne exécution du marché par un de ses représentants ou une personne dûment mandatée.

Toute non-conformité observée donnera lieu à l'émission d'une lettre de non-conformité signée par le Directeur des Achats, des services Economiques, de la Logistique et de la Transformation du Groupe hospitalo-universitaire AP-HP. Henri Mondor ou son représentant et obligatoirement communiquée au titulaire.

Ce dernier est tenu, pendant toute la durée du présent marché, d'y répondre sous quinzaine, en précisant les mesures correctives qu'il aura prises afin que la non-conformité ne se renouvelle plus. La réponse doit être adressée au Directeur des Achats, des services Economiques, de la Logistique et de la Transformation du groupe hospitalo-universitaire AP-HP. Henri Mondor ou son représentant.

Au regard du dysfonctionnement lié à la non-conformité observée, de non-réponse aux fiches ou de non amélioration, une mise en demeure sera envoyée au titulaire. Le titulaire est tenu de présenter ses observations dans un délai de quinze jours.

Après une seconde lettre de mise en demeure, le marché sera résilié aux torts du titulaire, conformément au chapitre VI du CCAG – FCS et sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité.

## ARTICLE 8. SOUS TRAITANCE

Le titulaire est habilité à sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché, provoquant obligatoirement le paiement direct de celui-ci pour des prestations supérieures à 600 € TTC.

L'entreprise sous-traitante devra obligatoirement être acceptée et ses conditions de paiement agréées par le pouvoir adjudicateur.

Pour chaque sous-traitant présenté pendant l'exécution du marché, le titulaire devra joindre, en sus du projet d'acte spécial :

Une déclaration du sous-traitant concerné indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup de l'interdiction découlant des articles L. 2141-1 à L. 2141-5 et aux articles L. 2141-7 à L. 2141-10 du code de la commande publique ; une attestation sur l'honneur du sous-traitant indiquant qu'il n'a pas fait l'objet au cours des cinq dernières années, d'une condamnation inscrite au bulletin N°2 du casier judiciaire pour les infractions visées aux articles L.8221-1, L.8221-3, L.8221-5, L.8251-1, L.8231-1 et L.8241-1 du code du travail, un extrait Kbis, une attestation d'assurance responsabilité civile, un RIB, une facture vierge, une copie des attestations fiscales et sociales ainsi que les moyens humains et techniques dévolues à la prestation sous-traitée.

Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation du marché aux frais et risques de l'entreprise titulaire du marché.

Hôpitaux Universitaires Henri Mondor	Consultation n° HMN25A03SRV	10/18
--	-----------------------------	-------

## ARTICLE 9. OBLIGATIONS DU PRESTATAIRE

### 1) Gestion du marché

Le titulaire s'engage :

- à respecter le montant maximum déterminé au marché. Il s'engage à une obligation de vigilance sur le cumul des bons de commande qui lui seront adressés.
- à une obligation de vigilance sur le cumul des bons de commande qui lui seront adressés. Lorsque ce cumul atteindra un seuil d'engagement à hauteur de 70% du montant maximum du marché, le titulaire en informera sans délai par voie de fax, mail ou courrier en LRAR, le Directeur des Achats, des services Economiques, de la Logistique et de la Transformation du groupe hospitalo-universitaire AP-HP. Henri Mondor en lui communiquant toute information utile.
- à veiller à ce que le bon de commande soit conforme à l'acte d'engagement du présent marché. Dans le cas contraire, il sera fait retour du (des) bon(s) de commande erroné(s) au service émetteur.
- à informer sans délai de tout changement de raison sociale, de changement de coordonnées bancaires ou postales, de transfert de tout ou partie du marché à un autre fournisseur ou de tout autre événement de même nature intervenant durant la période d'exécution du marché. Le titulaire transmettra tout document utile afin que ces changements puissent être pris en compte et que les modifications nécessaires soient réalisées dans les meilleurs délais.
- dans tous les cas, et quelle qu'en soit la raison, le titulaire s'engage à ne pas interrompre ses prestations. En cas de litige, le titulaire en informera sans délai le groupe hospitalo-universitaire AP-HP. Henri Mondor.
- à informer le groupe hospitalo-universitaire AP-HP. Henri Mondor en cas de changement important dans la structure de l'entreprise, entraînant ou non la création d'une nouvelle personne morale.
- à exécuter intégralement le marché en cas de d'arrêt de travail pour des faits de grève des salariés en mettant en œuvre les moyens d'organisation nécessaires, dans ce cas soumis préalablement à l'agrément écrit le groupe hospitalo-universitaire AP-HP. Henri Mondor.

En cas d'impossibilité pour le titulaire d'exécuter le marché, le groupe hospitalo-universitaire AP-HP. Henri Mondor pourra y pourvoir par tous les moyens qu'il juge utile, aux frais, risques et périls du titulaire. La durée du marché de substitution est limitée au terme du marché en cours. Les sommes dues à ce titre sont recouvrées par le groupe hospitalo-universitaire AP-HP. Henri Mondor par tous les moyens de droit, sauf lorsque leur montant peut être déduit des sommes dues au prestataire.

### 2) Obligation de discrétion

Le titulaire qui, a reçu communication, à titre confidentiel, de renseignements ou de documents quelconques, est tenu de maintenir confidentielle cette communication.

Ces renseignements ou documents ne peuvent pas, sans autorisation, être communiqués à d'autres personnes que celles qui ont qualité pour la connaître.

Si cet engagement n'est pas respecté, le groupe hospitalo-universitaire AP-HP. Henri Mondor pourra prétendre à indemnité dans la mesure du préjudice subi.

Hôpitaux Universitaires Henri Mondor	Consultation n° HMN25A03SRV	11/18
--	-----------------------------	-------

Le titulaire s'engage à ne divulguer aucune information confidentielle qui pourrait parvenir à sa connaissance à l'occasion de l'exécution du marché et à observer la plus grande discrétion sur toutes les informations en provenance du groupe hospitalo-universitaire AP-HP. Henri Mondor, quelle qu'en soit la nature et ce tant à l'égard des tiers qu'à l'égard des membres de son personnel non appelés à les utiliser ou à en avoir connaissance.

### 3) Obligations relatives au personnel et exécution des prestations

Le marché sera exécuté sous l'entière responsabilité du titulaire qui devra se conformer strictement :

- Aux prescriptions du présent CCAP pour l'exécution des prestations
- Aux textes réglementaires parus ou à paraître relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions du travail dans l'entreprise et notamment ceux qui ont trait à la prévention, l'hygiène et à la sécurité du personnel.
- A la loi n° 86-1025 du 9 septembre 1986 relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France
- A la loi n° 91-1383 du 31 décembre 1991 renforçant la lutte contre le travail clandestin et l'immigration clandestine (JO du 1<sup>er</sup> janvier 1992)
- Au décret n° 92-508 du 11 juin 1992 relatif au travail clandestin et modifiant le code du travail (JO du 12 juin 1992)
- En outre, il doit faire bénéficier tout son personnel de toutes les lois sociales en vigueur ou à intervenir pendant la durée du marché.

En vertu du décret n° 2011-1601 du 21 novembre 2011, le titulaire doit transmettre les attestations relatives aux obligations de déclarations et aussi au paiement des cotisations.

Ces attestations seront délivrées par l'URSSAF. Après notification du marché, le titulaire devra également transmettre ces attestations tous les 6 mois et ce, durant l'exécution du marché.

Le titulaire transmettra également :

- La liste des travailleurs étrangers (tous les 6 mois)
- Un extrait du Kbis (tous les 6 mois)
- Une copie de l'attestation sociale et fiscale (tous les ans)
- Une copie de la police d'assurance de responsabilité civile (tous les ans)

Pour ce faire, l'AP-HP a recourt à une plateforme sur laquelle le titulaire devra obligatoirement se créer un compte, puis mettre en ligne et actualiser les documents demandés à la périodicité requise. Les modalités d'accès à la plateforme seront communiquées à la notification.

La non transmission de ces pièces expose le titulaire à la mise en œuvre des sanctions prévues aux articles 10 et 12 du présent CCAP.

### 4) Documents à fournir

- Chaque candidat doit fournir un certificat individuel pour l'utilisation des produits Biocides pour l'ensemble des intervenants.
- L'entreprise devra fournir avant le début du marché un plan de prévention écrit qui sera réalisé conjointement avec les référents de la Direction des Achats, du Développement Durable et de la Logistique suite à une visite du site.

Hôpitaux Universitaires Henri Mondor	Consultation n° HMN25A03SRV	12/18
--	-----------------------------	-------

**ARTICLE 10. PENALITES**

<b>Non-présentation d'un document</b>	
Non présentation du Plan de prévention avant le début du marché	150 € par jour de retard (hors retard dû à l'administration)
Non communication de la liste nominative des agents et fiches de poste 15 jours à compter du début d'exécution du marché, et en cas de changement d'intervenant pendant l'exécution du marché	150 € par jour de retard
Non communication du calendrier annuel des prestations autres qu'hebdomadaires sous 30 jours à compter du début d'exécution du marché et à date anniversaire du marché pendant la durée du marché	150 € par jour de retard
Non remise des attestations d'aptitude professionnelle de la médecine du travail 30 jours après le début du marché et à périodicité annuelle à date anniversaire du marché	150 € par attestation absente et jour de retard
Non transmission des bons d'intervention listant les locaux traités et le volume d'heures	200 € par constat
Absence de communication tous les 6 mois de l'attestation relative aux obligations de déclarations et au paiement des cotisations en vertu du décret n°2011-1601 du 21 novembre 2011	Cette pénalité ne pourra excéder 10% du montant minimum du marché ni le montant des amendes prévues par le Code du travail (45 000 euros).
<b>Non-respect d'obligation</b>	
Tenue non-conforme de l'agent intervenant sur le site (absence de badge, tenue vestimentaire non-conforme, manque d'hygiène ...)	200 € par constat
Non-respect des plannings/absence de l'agent à une prestation prévue	200 € par constat
Manque de réactivité : non réponse à une demande ponctuelle dans les 72 heures. Hors prestations régulières	200 € par constat

Non-respect d'obligation	
Non-respect des procédures réglementaires (mauvaise utilisation des produits avec risque pour l'environnement et les personnes)	300 € par constat
Non-respect des produits listés dans l'offre technique	300 € par constat
Non-respect de la traçabilité de passage pour les locaux soumis à traçabilité	150 € par émargement manquant
Faute	
Faute lourde : vol, agression physique et verbale...	2000 € par constat
Produits et équipements laissés sans surveillance	500 € par constat
Non-respect de la laïcité	200 € par constat
Perte d'un trousseau de clés ou d'un passe	100 € par perte
Usage d'écouteurs ou de casque pendant l'activité (à l'exception des casques utilisés en EPI)	100 € par constat

Les pénalités seront imputées sous forme de mise en recouvrement.

Si une cause étrangère à la volonté du titulaire fait obstacle à l'exécution du marché, le groupe hospitalo-universitaire AP-HP. Henri Mondor peut, sur demande de celui-ci et suivant le caractère des faits signalés, accorder une prolongation du délai d'exécution dans les conditions fixées à l'article 13 du CCAG – FCS.

Hôpitaux Universitaires Henri Mondor	Consultation n° HMN25A03SRV	14/18
--	-----------------------------	-------

En cas de défaillance du prestataire retenu ou si celui-ci ne remplit pas les obligations que lui impose le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières ou s'il remplit de façon inexacte et incomplète, le groupe hospitalo-universitaire AP-HP. Henri Mondor se réserve le droit soit de pourvoir à l'exécution du service aux frais et risques du titulaire du marché dans les conditions prévues à l'article 32 du Cahier des Clauses Administratives Générales/FCS, soit de prononcer la résiliation du marché conformément au dit CCAG.

Le groupe hospitalo-universitaire AP-HP. Henri Mondor aura la faculté de pourvoir aux besoins du service aux frais et risques du titulaire, en cas de défaillance de ce dernier.

## **ARTICLE 11. RESPONSABILITES - ASSURANCES**

Le titulaire est responsable du non-respect de ses obligations stipulées par le groupe hospitalo-universitaire AP-HP. Henri Mondor.

Le titulaire est responsable de tout dommage de toute nature causé au personnel du groupe hospitalo-universitaire AP-HP. Henri Mondor, aux biens et aux tiers du fait :

- De son personnel salarié en activité de travail,
- De ses matériels,
- De ses fournitures et de ses prestations.

De plus, à ce titre, le titulaire devra pouvoir justifier, chaque année, d'une assurance contractée auprès d'une compagnie agréée, garantissant sa responsabilité civile pour dommages de toute natures causés au personnel du groupe hospitalo-universitaire AP-HP. Henri Mondor, aux biens et aux tiers et notamment :

- Pour pertes et dommages causés aux biens par des personnes dont l'assuré est civilement responsable, en vertu de l'article 1384 du Code Civil, quelles que soient la nature et la gravité des fautes de ces personnes,
- Pour pertes et dommages causés aux tiers du fait d'accidents ou d'incendies par ses matériels d'industries, de commerce ou d'exploitation,
- Pour vol et détérioration du matériel de l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris dont il effectuera le remplacement sur la base de la valeur à neuf desdits matériels.

Il est précisé, en outre, que la prise d'effet du marché est subordonnée à la remise par le titulaire, au groupe hospitalo-universitaire AP-HP. Henri Mondor – Direction Générale – Département des Marchés Publics, d'un exemplaire ou d'une copie de la police.

En cas d'existence d'une franchise, dans le contrat souscrit par le titulaire, le titulaire sera réputé la prendre intégralement à sa charge.

Le titulaire s'engage à observer la plus grande discrétion sur toutes les informations en provenance du groupe hospitalo-universitaire AP-HP. Henri Mondor, quelle qu'en soit la nature et ce, tant à l'égard des tiers qu'à l'égard des membres de son personnel non appelé à les utiliser ou à en avoir connaissance. En particulier, les informations nominatives relatives aux patients sont couvertes par le secret médical et le secret CNIL, auxquels on ne peut opposer la notoriété publique.

Hôpitaux Universitaires Henri Mondor	Consultation n° HMN25A03SRV	15/18
--	-----------------------------	-------

## ARTICLE 12 : RESILIATION DU MARCHÉ

Le titulaire est responsable du non-respect de ses obligations stipulées par le groupe hospitalo-universitaire AP-HP. Henri Mondor.

Le groupe hospitalo-universitaire AP-HP. Henri Mondor pourra, si le titulaire ne remplit pas les obligations que lui impose le présent CCAP ou s'il les remplit de façon inexacte ou incomplète, de manière à compromettre ses intérêts, prononcer la résiliation du marché après deux mises en demeure dans les délais et selon les modalités prévues au chapitre VI du CCAG – FCS.

Pour chaque mise en demeure, le titulaire est tenu de présenter ses observations dans un délai de quinze jours.

Sans réponse satisfaisante du titulaire, le groupe hospitalo-universitaire AP-HP. Henri Mondor pourra alors passer un marché de substitution avec d'autres fournisseurs, aux frais et risques du fournisseur déchu, après notification à ce dernier, et ce, conformément aux dispositions du chapitre VI du Cahier des Clauses Administratives Générales / FCS en vigueur à la date de publication de l'avis de mise en concurrence.

Le groupe hospitalo-universitaire AP-HP. Henri Mondor passera alors un bon de commande avec ce fournisseur. Tout surcoût qu'engendrerait cette démarche étant alors à la charge du titulaire du présent marché.

Le marché sera résilié sans indemnité aux torts du titulaire en cas d'inexactitude des renseignements prévus aux articles R. 2151-12 à R. 2151-16 du code la commande publique.

La résiliation devra être notifiée par lettre recommandée avec accusé réception, avec un préavis de 3 mois.

Indépendamment de ces dispositions, la résiliation du marché, sans indemnisation du titulaire du marché peut intervenir dans les cas suivants :

### **Redressement et liquidation judiciaires**

Le titulaire doit aviser le groupe hospitalo-universitaire AP-HP. Henri Mondor dès qu'un jugement de redressement ou de liquidation judiciaire est prononcé à son égard.

Le marché est résilié si la personne chargée de l'administration, de la cession ou de la liquidation n'utilise pas de la faculté qui lui est offerte par la loi de poursuivre l'exécution du marché.

La résiliation prend effet à la date, soit de la décision de ladite personne de renoncer à la poursuite de l'exécution du marché, soit de l'expiration du délai fixé par la mise en demeure adressée, par lettre recommandée avec avis de réception, par le groupe hospitalo-universitaire AP-HP. Henri Mondor à cette personne, si cette dernière n'a pas fait part de sa décision.

La résiliation peut donner lieu à des dommages et intérêts au profit du groupe hospitalo-universitaire AP-HP. Henri Mondor.

### **Force majeure**

Lorsqu'en raison d'un cas de force majeure, le titulaire du marché justifie qu'il est dans l'impossibilité d'exécuter le marché, il peut en demander la résiliation au groupe hospitalo-universitaire AP-HP. Henri Mondor.

### **Cas de titulaire étranger**

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Le Tribunal Administratif de Paris est le seul compétent. Les correspondances relatives au marché seront rédigées en français. Sera notamment considérée comme cas de force majeure entraînant la résiliation, l'interdiction d'exporter édictée par le gouvernement du pays d'origine du matériel.

Hôpitaux Universitaires Henri Mondor	Consultation n° HMN25A03SRV	16/18
--	-----------------------------	-------



## ARTICLE 13 : LITIGES

Il est formellement spécifié qu'en aucun cas ou pour quelque motif que ce soit, les contestations qui pourraient subvenir entre l'Acheteur et le titulaire du marché, ne pourront être invoquées par ce dernier comme cause d'arrêt ou de suspension même momentanée, des prestations à effectuer, objet du présent marché.

### 1. Recours gracieux

Le recours gracieux est le recours que le titulaire du marché peut adresser à l'Acheteur en cas de différend.  
Les délais de recours et de réponse de l'administration sont ceux fixés dans le CCAG/FCS.

### 2. Recours hiérarchique

Le recours hiérarchique est le recours que le titulaire du marché peut adresser à l'autorité indiquée ci-dessous lorsqu'il entend contester la décision prise à son égard par l'Acheteur.

Le titulaire dispose alors de 2 mois pour présenter son recours hiérarchique à compter soit :

- de la décision explicite de rejet du recours gracieux,
- à l'expiration du délai de 2 mois valant décision implicite de rejet.

L'autorité qualifiée pour se prononcer sur le recours hiérarchique est :

Monsieur le Directeur Général de l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris  
4 avenue Victoria  
75004 Paris

**Le recours administratif interrompt le délai de recours contentieux**

### 3. Recours contentieux

Les parties conviennent que le Tribunal Administratif de Paris est seul compétent en cas de litige, conformément à l'article R312 - 11 du code de justice administrative.

### 4. Règlement amiable des litiges

Les différends ou litiges susceptibles de survenir en cours d'exécution du présent marché pourront être soumis au comité consultatif de règlement des litiges conformément aux dispositions de l'article D2197-15, R2197-16 et R2197-17 du code la commande publique. Les parties conviennent que le Tribunal Administratif de Paris est seul compétent en cas de litige, conformément à l'article R.312-11 du Code de Justice Administrative.

**Cas de titulaire étranger**

Hôpitaux Universitaires Henri Mondor	Consultation n° HMN25A03SRV	17/18
--	-----------------------------	-------

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Le Tribunal Administratif de Paris est le seul compétent. Les correspondances relatives au marché seront rédigées en français.

#### **ARTICLE 14. NANTISSEMENT ET CESSIONS DE CREANCES**

Le nantissement ou la cession de créances afférentes au présent contrat pourra être effectué dans les formes fixées aux articles R. 2191-45 à R. 2191-63 du code la commande publique.

En application de l'article R. 2191-45 du code la commande publique, l'exemplaire unique est délivré au titulaire à la demande de celui-ci et non plus systématiquement.

#### **ARTICLE 15. RETENUE ET GARANTIE/CAUTIONNEMENT**

Le ou les fournisseurs sont dispensés du versement de la retenue de garantie et de la constitution d'un cautionnement.

#### **ARTICLE 16. AVANCE**

Un taux d'avance de 30 % pour les PME ou un taux d'avance de 5% du montant du marché pour les autres entreprises peut être accordée au titulaire du marché. Le versement et le remboursement de l'avance s'effectuent conformément aux modalités des articles R. 2191-3, R. 2191-6, R. 2191-7, R. 2191-8, R. 2191-16, R. 2191-18, R. 2191-19 du code la commande publique. L'attributaire devra expressément indiquer sur l'acte d'engagement s'il accepte ou refuse l'avance.

#### **ARTICLE 17 : TRANSFERT D'ACTIVITE**

Le titulaire s'engage à informer le groupe hospitalo-universitaire AP-HP. Henri Mondor sans délai, de tout transfert d'activité (cession de branche commerciale, fusion, absorption, etc.) de nature à affecter l'exécution du présent marché.

En cas de changement important dans la structure de l'entreprise, entraînant ou non la création d'une nouvelle personne morale, le Titulaire s'engage à en informer le groupe hospitalo-universitaire AP-HP. Henri Mondor.

Un acte modificatif sera nécessaire pour la prise en compte de la nouvelle entité.

#### **ARTICLE 18 : DEROGATION**

L'article 15 du présent cahier des clauses administratives particulières déroge à l'article 14 du Cahier des Clauses Administratives Générales/ FCS relatifs aux pénalités pour retard.

Hôpitaux Universitaires Henri Mondor	Consultation n° HMN25A03SRV	18/18
--	-----------------------------	-------